



S'UNIR. AGIR. GAGNER.



INFO-NÉGO n° 1

8 novembre 2019

Négociation 2020 - Dépôt des demandes CSN

Des revendications pour améliorer la qualité de vie de toutes les Québécoises et de tous les Québécois

Le 30 octobre dernier, c'est par une manifestation créative à Québec que nous avons marqué le coup du dépôt de nos revendications pour la négociation 2020. Pour l'occasion, les militantes et les militants présents ont été invités à faire leur propre pancarte en y inscrivant un message personnalisé, soit pour le gouvernement Legault, soit pour la population québécoise. Des dessins de toutes sortes et des centaines de slogans accrocheurs ont ponctué la manifestation dans les rues du Vieux-Québec, sous le regard à la fois intrigué et intéressé des résidents et des touristes. Une première action de mobilisation et de visibilité réussie.

C'est donc accompagnés-es de plus de 600 militantes et militants que nos revendications communes, celles des 150000 travailleuses et travailleurs du secteur public de la CSN, ont été déposées auprès du Conseil du trésor. Après une année de consultation et de débats sur les solutions à proposer au gouvernement afin d'améliorer les services publics, c'est avec un projet solide, porté par l'ensemble des syndicats des quatre fédérations (FEESP, FNEEQ, FP et FSSS) réunies au sein du Comité de coordination des secteurs public et parapublic (CCSPP) que nous nous présentons à la table de négociation.

La conjoncture dans laquelle nous nous trouvons pour entamer cette négociation est unique : crise sans précédent dans les réseaux après des années de compressions massives et importante rareté de main-d'œuvre dans tous les secteurs, à travers tout le Québec. Avec des surplus budgétaires historiques, le gouvernement actuel a pleinement les moyens de changer la donne. Des investissements massifs sont nécessaires pour améliorer nos conditions de travail et de pratique et pour augmenter nos salaires, afin de revaloriser nos emplois et de permettre d'attirer et de retenir le personnel des réseaux. C'est le message principal véhiculé par nos revendications.

Urgence d'agir

Rien ne va plus dans nos services publics. Nous le savons mieux que quiconque, puisque nous vivons la crise au quotidien dans nos milieux de travail. Les années d'austérité nous ont fait très mal. Avec des charges de travail devenues insoutenables et des salaires insuffisants, nous n'attirons plus de relève et nous peinons à retenir le personnel en place. Un coup de barre important s'impose, c'est urgent!

Les salaires

Pour répondre aux besoins des travailleuses et des travailleurs des réseaux, nous revendiquons pour la première année de la convention collective une augmentation de 3\$ l'heure pour tout le personnel. Ce montant fixe représente une augmentation significative pour toutes et tous, tout en ayant un plus grand impact pour celles et ceux d'entre nous qui gagnent le moins, soit parce qu'ils sont dans des emplois moins bien rémunérés, soit parce qu'ils sont en début de carrière, et donc, au bas de leur échelle salariale. Pour la deuxième et la troisième année de la convention collective, nous revendiquons une augmentation de 1\$ l'heure ou de 3%, selon ce qui est le plus avantageux pour chaque travailleuse et travailleur. Notre revendication salariale inclut aussi une clause de protection contre l'inflation afin d'assurer que plus jamais personne ne s'appauvrisse en travaillant pour la population québécoise.

**Vous êtes membre de la CSN et vous travaillez dans le secteur public?
Créez un compte sur AGIR, l'application Web CSN.**

<https://app.secteurpublic.quebec>

Les conditions de travail et de pratique

Notre projet de négociation évoque aussi clairement que l'attraction et la rétention du personnel des réseaux publics passent nécessairement par l'amélioration des conditions de travail et de pratique. La surcharge est maintenant la norme dans nos milieux de travail, ce qui rend la situation insoutenable dans tous les secteurs. On le voit notamment par l'explosion des coûts liés à l'assurance salaire. Pour remédier à cette situation de crise, nous avons choisi d'inclure une demande sur les conditions de travail dans notre cahier de table centrale, et ce, même si ces enjeux se négocient généralement aux tables sectorielles. Nous revendiquons que des marges financières importantes soient dégagées pour améliorer les conditions de travail et de pratique, notamment pour permettre la création de postes.

Des revendications à portée sociale

Dans notre cahier de demandes, nous formulons aussi des revendications sur d'autres matières négociées avec le Conseil du trésor. Certaines de ces revendications ont une portée au-delà du secteur public. Par exemple, parmi nos demandes concernant le régime de retraite (RREGOP), nous revendiquons que la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), qui assume la gestion des fonds du RREGOP, procède rapidement au désinvestissement dans les énergies fossiles.

Un autre exemple d'une demande à portée sociale est celle sur les lanceurs d'alerte : nous revendiquons une clause garantissant aux travailleuses et aux travailleurs du secteur public la liberté de dénoncer une situation problématique qui surviendrait sur notre lieu de travail et qui nuirait au bien-être de la population.

Pour prendre connaissance de l'ensemble des revendications déposées auprès du Conseil du trésor, visitez le www.secteurpublic.quebec/demandes

En action

La manifestation qui accompagnait le dépôt de nos demandes concluait un rassemblement de deux jours au cours duquel plus de 600 militantes et militants des syndicats des quatre fédérations du secteur public de la CSN se sont réunis pour réfléchir et débattre des moyens à déployer pour atteindre nos objectifs de négociation. Des discussions avec des intervenantes et des intervenants qui ont vécu des luttes fructueuses, tant dans le milieu syndical que dans le milieu communautaire, sont venues alimenter les débats et offrir de nouvelles perspectives de mobilisation. Au sortir de cet exercice de réflexion, un constat est clair : nous ne pouvons être sur le pilote automatique, nous devons faire les choses autrement, penser en dehors de la boîte et reprendre confiance en nos moyens.

Maintenant, c'est à nous tous de porter nos revendications. Nous avons un projet solide, qui répond aux besoins des travailleuses et des travailleurs des services publics. C'est forts de la cohésion des 150000 membres CSN du secteur public que nous entamons cette négociation et c'est ensemble que nous gagnerons.

